

AGRICULTURE Aux États-Unis, après la crise, les villes de Detroit et Milwaukee trouvent un renouveau dans le maraîchage urbain. Une initiative des habitants pour se nourrir et se réappropriier l'espace. Reportage.

Les Américains cultivent leur jardin



Un jardin communautaire sur Martin Luther King Boulevard, dans le centre de Detroit. JEAN-PAUL DUARTE / COLLECTIF A-VP(S)

La nature a horreur du vide, Detroit en est riche. En 2009, la crise financière a accéléré les délocalisations et multiplié les départs. Construite pour 2 millions de personnes, la ville est passée sous la barre des 800 000 habitants. Pour le visiteur européen, Detroit est un désastre industriel, économique et social (voir encadré). Mais celles et ceux restés sur place ont le projet fou de rebâtir une nouvelle cité sur les ruines de l'ancienne. Parmi cette bande d'audacieux, Grace Lee Boggs, une figure militante des droits civiques aux États-Unis. Âgée de 94 ans, Grace vit à Detroit depuis 1953 et ne se résigne pas. « Je refuse d'être gagnée par le désespoir d'une dévastation liée à la désindustrialisation, explique-t-elle. Regardez ces terrains vacants, ils sont une opportunité unique de repenser et de reconstruire Detroit de façon plus saine et plus autonome. » En

plein centre-ville, sont recensés 150 km² de friches, soit près de 30 % de la surface totale de Detroit. « Ces terrains sont l'occasion, via l'agriculture urbaine, de changer une ceinture de rouille en ceinture verte », affirme Grace.

Cette idée puise ses racines dans un projet lancé cent ans plus tôt dans la même ville par le maire de l'époque, Hazen Stuart Pingree. Alors que la ville croulait sous un taux de chômage et de pauvreté fort élevé, il mit en place un plan qui visait à transformer de manière systématique les territoires de la ville laissés vacants en potagers afin de nourrir les plus démunis. En 1992, face à l'échec des politiques publiques menées pour redynamiser la ville, Grace Lee Boggs lance le mouvement « Detroit Summer ». « Nous voulions reconstruire la ville en partant du sol et invitons les jeunes à semer des graines et à planter des arbres aux côtés de leurs aînés afro-américains », précise

Grace. Progressivement, le projet s'étend de quartier en quartier, et aboutit à la création, avec d'autres associations, du collectif Garden Resources. Ce dernier distribue des

Detroit, une ville sinistrée

La municipalité de Detroit, handicapée par un déficit de plus de 300 millions de dollars, peine à assurer les services publics les plus élémentaires. L'été dernier, 29 écoles publiques ont été contraintes de mettre la clé sous la porte. Des coupes drastiques ont également été opérées dans le budget des transports: 113 chauffeurs de bus licenciés en 2009 et des lignes supprimées. Les pompiers ont vu leurs effectifs réduits de moitié au cours des quinze dernières années. Dans le même temps, les maisons saccagées, brûlées ou envahies par la végétation sont devenues le lot quotidien de Detroit.

graines à ses membres tout au long de l'année pour seulement 10 dollars (7 euros) pour les jardins communautaires et 20 dollars (15 euros) pour les jardins familiaux. Detroit compterait aujourd'hui 1 200 jardins, dans lesquels s'investiraient 16 000 habitants. En arpentant la ville, la réalité de l'agriculture urbaine apparaît à chaque coin de rue. Ici et là, on ne cesse de faire connaissance avec des gens déterminés à ne pas voir la ville sombrer.

Greg Willerer est de ceux qui croient profondément en cette révolution silencieuse. Ancien enseignant, il vit désormais à plein-temps de sa ferme biologique, qui s'étale sur un hectare. Employant trois salariés, Greg alimente quelques restaurants de la ville. Son credo, « inspirer les gens dans l'action pour reprendre le contrôle de leur vie et de leur alimentation ». Chez la plupart des agriculteurs urbains rencontrés, il y a ce constat d'une ville ressemblant à un désert alimentaire. C'est ce qui a motivé Kwamena Mensa, ancien fonctionnaire, à se lancer lui aussi dans le maraîchage biologique. « Dans beaucoup de quartiers, on ne trouve même plus d'épicerie,

Beaucoup de propriétaires ne pouvant plus louer, faute de locataires, brûlent leur bien pour faire jouer l'assurance. 78 000 logements seraient abandonnés, soit près d'un sur cinq. Si le taux de chômage officiel est de 29 %, il dépasse 50 % dans certains quartiers. Detroit est aussi caractérisé par une ségrégation urbaine avec un centre-ville fort d'une population noire à 85 %, contre une banlieue blanche à 80 %. La plupart des personnes rencontrées à Detroit voient dans les jardins communautaires un lieu de rassemblement permettant de contrer les discriminations. ...S. C.

BENJAMIN DESSUS

Président de l'association Global Chance.

explique-t-il. *Nous avons ressenti le besoin dans nos communautés de regagner notre autonomie alimentaire.* » En contact avec différentes écoles de la ville, il reçoit régulièrement des jeunes sur son terrain pour les former à l'agriculture bio. À ce jour, près de 60 écoles publiques de Detroit sont impliquées dans les programmes « De la ferme à l'école ».

Développer un jardin est aussi pour beaucoup un moyen de construire une solidarité de quartier. C'est l'expérience relatée par Mark Covington, de Georgia Street Community : « *Au départ, l'idée était simplement de nettoyer un terrain vacant pour en faire un jardin. Rapidement, ce lieu de culture est aussi devenu un lieu de rassemblement où l'on projette des films, où l'on débat et où l'on met les mains dans la terre.* »

À terme, l'enjeu pour Mark est de pouvoir tirer un salaire de ce projet. Il n'attend assurément rien de la municipalité. « *Je n'ai aucune envie d'avoir les mains liées et, de toute manière, la ville n'a pas d'argent* », relate Mark. En somme, mieux vaut oublier l'État et se prendre en main pour changer sa façon de vivre. « *Les choses vont si mal qu'il nous faut penser à un autre type de vie pour les gens ordinaires* », poursuit Grace. *D'autres villes connaissent une forte expansion de l'agriculture, à l'instar de Milwaukee.* »

Cette ville, située dans le Wisconsin, étale des hectares de friches industrielles. À proximité du lac Michigan, elle accueille également une des fermes urbaines les plus connues des États-Unis, Growing Power. À sa tête, Will Allen, un ancien basket-

teur professionnel. « *Lorsqu'il a pris sa retraite, il s'est souvenu que, quand il était petit, les gens avaient toujours suffisamment à manger, aime à raconter Grace. Il a donc acheté un hectare, s'est lancé dans l'aquaculture en milieu urbain et a commencé à vendre du poisson frais dans toute la ville.* » Le modèle d'aquaculture de Will Allen inspire. Des centaines de jardiniers amateurs, d'universitaires, de coopératives de production se pressent dans les allées de sa ferme pour tâcher de repro-

duire son système. Des passionnés finissent par se lancer dans la reconversion d'usines abandonnées. C'est le cas de James Godsil, à l'initiative du projet Sweet Water Organics. Sur près de 11 000 m², dans une ancienne usine rachetée à un fabricant d'équipement minier, des milliers de perches jaunes et de tilapias se reproduisent. Au-

dessus des cuves de 40 000 litres, du cresson, des salades et des plants de tomates participent à filtrer et à purifier l'eau, avant d'être vendus aux restaurants et aux grossistes de la ville. Si l'expérience se révèle viable, un nouvel avenir pourrait se dessiner pour les 10 000 sites inutilisés dans la région. Grace est convaincue que Detroit, comme Milwaukee, entame une transition historique vers des sociétés postindustrielles. Un jugement renforcé par la crise énergétique et le renchérissement du coût du pétrole. « *Ce dont je suis sûre, conclut-elle, c'est que la seule perspective réaliste pour des villes comme Detroit est l'autosuffisance alimentaire.* »

—Sophie Chapelle

CO₂ : la responsabilité des classes aisées

Dans le domaine de l'énergie et des émissions de CO₂, la solution qu'on nous propose généralement pour la France repose sur deux piliers : la croissance et les énergies décarbonées. La croissance serait naturellement porteuse d'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, sans pour autant gonfler significativement les émissions des plus riches. On savait en effet, grâce aux études de l'Ademe, que les 20% les plus riches ne consacraient « que » 6% de leur revenu à leurs dépenses directes d'énergie (le chauffage, l'électricité domestique, le carburant automobile) contre 15% pour les 20% les plus pauvres. Et qu'ils avaient, finalement, une consommation d'énergie « seulement » 20% supérieure et des émissions de CO₂ 25% supérieures à celles des plus modestes. C'est-à-dire qu'on devait donc s'en sortir sans trop de mal avec un effort général d'économie d'énergie, à peine plus important pour les classes les plus riches, et une mobilisation nationale des énergies décarbonées, nucléaire en tête!

Il faut mettre

en place des

incitations

fortement

progressives

à l'économie

d'énergie en

tenant compte de

l'énergie « grise ».

celles des 20% de ménages les plus favorisés sont 2,7 fois plus importantes (et non pas 1,25 fois) que celles des 20% les plus défavorisés. Les émissions de CO₂ d'un ménage en France, à une époque déterminée, restent donc presque proportionnelles à sa richesse car la part d'énergie indirecte contenue dans les biens et les produits de consommation, souvent importés, augmente très vite en fonction des revenus.

Il faut donc à l'évidence provoquer un effort de réduction beaucoup plus considérable que supposé de la part des couches les plus aisées de la population. Et nous n'y parviendrons pas si les incitations à l'effort demandé ne sont pas modulées en fonction des niveaux réels d'émission de chacun (et finalement de son revenu). Il faut donc, pour des raisons d'équité mais aussi d'efficacité, mettre en place des incitations fortement progressives à l'économie d'énergie ou d'émissions. Quelque chose d'analogue dans son principe à l'impôt sur le revenu, avec une exonération de taxe jusqu'à un seuil d'émission donné, puis une taxe progressive avec le niveau d'émission.

Bien entendu, la mise en place d'un tel système se heurte à de nombreuses difficultés pratiques puisqu'il n'est pas facile d'associer un contenu CO₂ à chacun des biens que se procure et utilise un ménage. Il existe pourtant déjà une mesure fiscale – le malus automobile – qui respecte cet esprit de progressivité et semble bien acceptée aujourd'hui. Savez-vous en effet qu'une automobile roulant 15000 km/an pendant dix ans paiera, à travers son malus initial, une taxe CO₂ implicite de 63 euros/tonne si elle émet 250 g/km (comme un 4x4 par exemple) et de seulement 8,50 euros/tonne si elle n'en émet que 150 (comme une 308 ou une C4 essence)?

On a bien là l'exemple d'une taxe très rapidement progressive qui prend en compte à la fois les émissions à la construction du véhicule et celles de son usage, dont on pourrait s'inspirer dans de nombreux autres cas. Mais, surtout, l'étude de l'Insee montre que le modèle de consommation des classes aisées n'est tout simplement pas accessible à tous parce que beaucoup trop dispendieux en énergie et en émissions cachées. C'est donc bien le mode de vie et de consommation des classes aisées des pays occidentaux qui est en cause, et qu'il est urgent de faire évoluer vers plus de sobriété.

1 200

jardins

sont actuellement cultivés à Detroit par près de 16 000 habitants.



À Milwaukee, des salades poussent sur les cuves à poissons. SWEET WATER ORGANICS